

Antananarivo, Madagascar
29 avril, 2015

Communiqué de Presse

Les Malgaches trouvent que la réconciliation nationale est une priorité pour le pays, et que celle-ci doit être menée par les autorités religieuses

La dernière enquête Afrobaromètre à Madagascar indique que 9 Malgaches sur 10 (90% de la population) sont d'accord sur le fait que la réconciliation nationale devrait constituer une priorité pour le pays. Par ailleurs, une majorité pense que cette réconciliation devrait être conduite par les autorités religieuses.

Ainsi, selon cette enquête effectuée en décembre 2014, le FFKM obtient le score le plus élevé (soit 57%) parmi les entités qui pourraient la mener. Ensuite, viennent les autorités traditionnelles, la société civile et le parti politique au pouvoir, qui ont respectivement obtenu 13%, 11% et 10%.

En outre, concernant la tenue de cette réconciliation, deux groupes sont particulièrement à considérer : d'une part, les politiciens, qui selon un Malgache sur 2 devraient se réconcilier entre eux et, d'autre part, les politiciens et la population, qui devraient le faire également, d'après 31% des citoyens.

Ces données fournissent un éclairage supplémentaire par rapport aux initiatives actuelles liées à la réconciliation nationale conduites notamment par le FFKM, pour lesquelles les différents acteurs politiques semblent ne pas être du même avis.

Résultats-clés

- Neuf personnes sur 10 (soit 90%) réclament la tenue de la réconciliation nationale à Madagascar (Figure 1).
- Les autorités religieuses sont sollicitées par 65% des voix en milieu urbain et 55% en zone rurale pour conduire la réconciliation nationale (Figure 2).
- Près de la moitié de la population (49%) suggère la réconciliation entre les politiciens eux-mêmes afin de retrouver l'unité nationale (Figure 3).
- 50% des Malgaches estiment que la poursuite judiciaire envers les suspects et la condamnation des coupables demeurent les moyens efficaces pour parvenir au maintien de la paix à Madagascar.

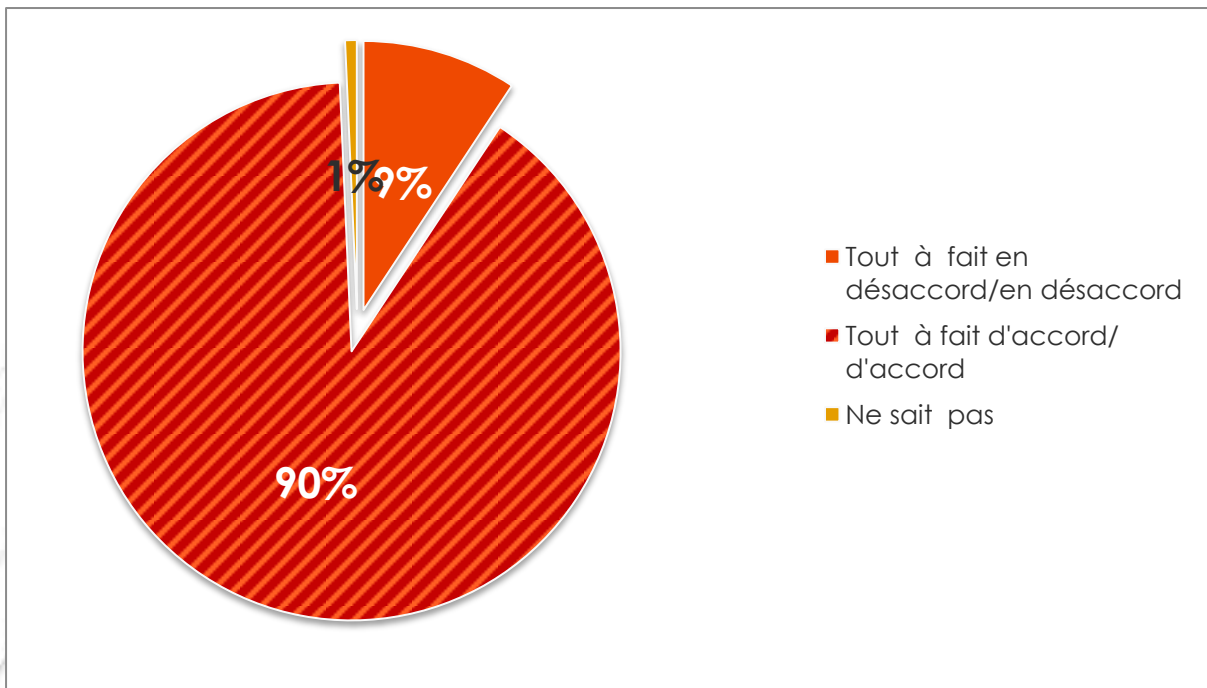
Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche non partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Cinq séries d'enquêtes ont été réalisées entre 1999 et 2013, et les enquêtes de la Série 6 sont actuellement en cours (2014-2015). Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale de 1 200 à 2 400 répondants.

L'équipe Afrobaromètre à Madagascar, dirigée par le cabinet COEF Ressources a interviewé 1200 adultes malgaches en décembre 2014. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/- 3% à un niveau de confiance de 95%. Les enquêtes précédentes ont été menées à Madagascar en 2005, 2008, 2013 et 2014.

Figures

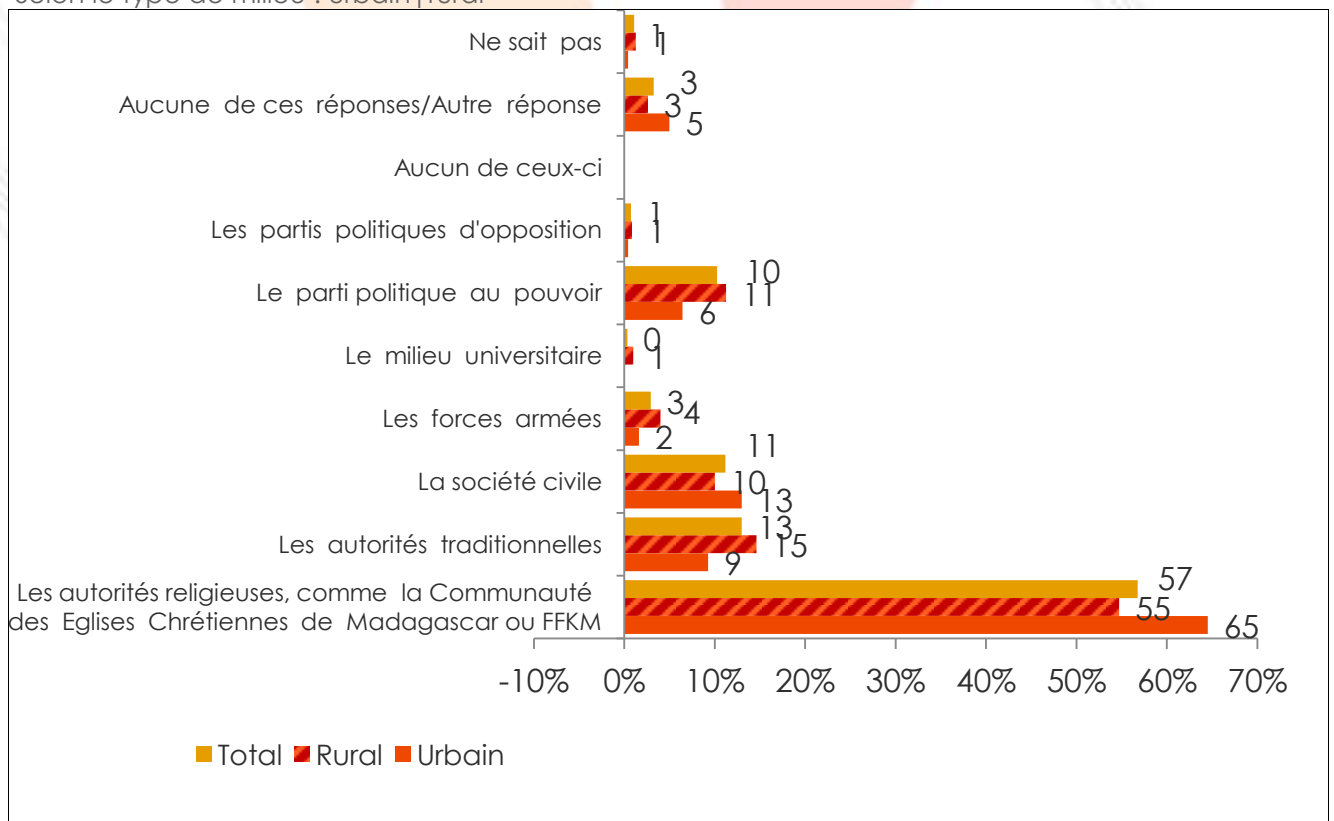
Figure 1 : Aperçu de la nécessité de réconciliation nationale par la population



La question posée aux répondants : *Etes-vous d'accord ou non que la réconciliation nationale est une priorité pour le pays ?*

Figure 2 : Groupes de personnes qui devraient conduire la réconciliation nationale

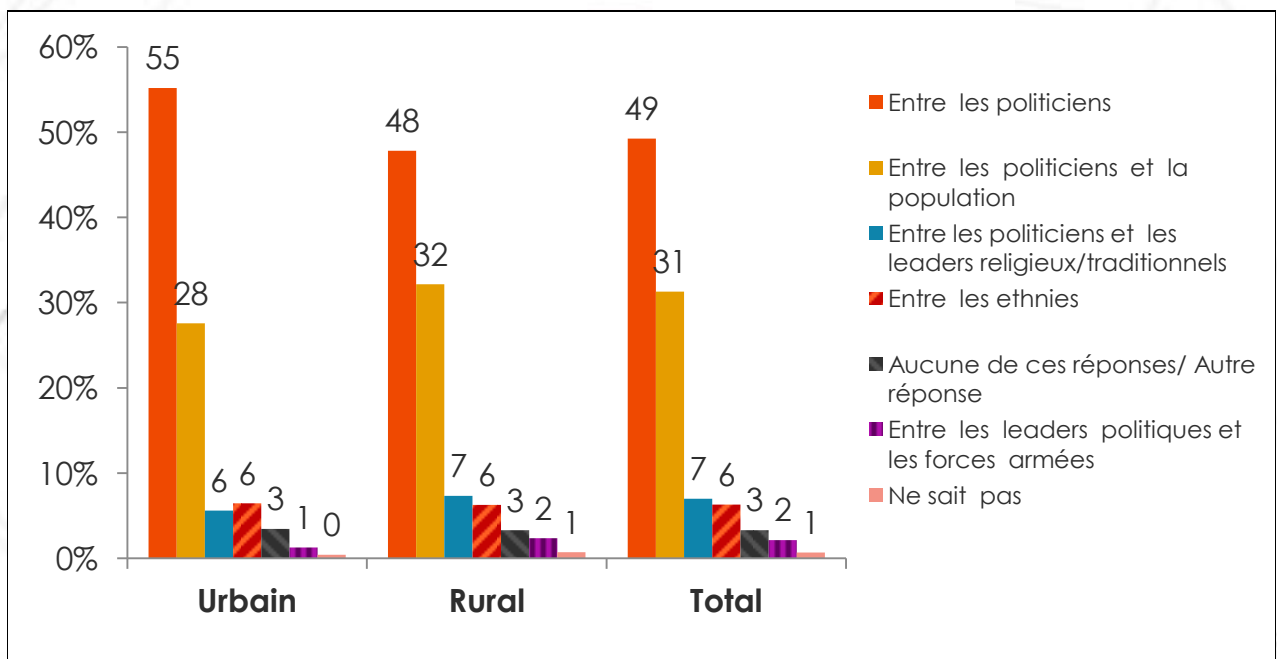
Selon le type de milieu : urbain | rural



La question posée aux répondants : Parmi les groupes de personnes suivants, lequel devrait-être le plus indiqué pour conduire le processus de réconciliation à Madagascar ?

- i. Les partis politiques d'opposition
- ii. Le parti politique au pouvoir
- iii. Le milieu universitaire
- iv. Les forces armées
- v. La société civile
- vi. Les autorités traditionnelles
- vii. Les autorités religieuses, comme la Communauté des Eglises Chrétiennes de Madagascar ou FFKM
- viii. Aucune de ces réponses/ Autre réponse
- ix. Ne sait pas

Figure 3 : Perception des Malgaches par rapport aux groupes qui devraient faire l'objet de la réconciliation nationale



La question posée aux répondants : Au niveau de quels acteurs des groupes de personnes suivants, la réconciliation nationale devrait-elle s'effectuer ?

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Désiré RAZAFINDRAZAKA, Directeur du cabinet COEF Ressources (+261 20 22 283 82)
 Laetitia RAZAFIMAMONJY, Coordonnateur de Projets COEF Ressources
 Iraldo Luis DJAO, Consultant COEF Ressources
 Email: coef-re@moov.mg

Veillez consulter:

www.afrobarometer.org

Veillez nous suivre sur Facebook et Twitter @Afrobarometer.